

# TCHÉCOSLOVAQUIE

## Des intellectuels ont diffusé un nouveau manifeste de deux mille mots

(Suite de la première page.)

De plus, la censure empêche un débat public sur tous ces problèmes, ce qui convient aux personnes d'une intelligence limitée et de caractère autoritaire, aux vieux opportunistes et aux nouveaux carriéristes, parce qu'ils peuvent affirmer ce qui leur plaît, dénaturer les faits, calomnier autrui et lancer dans la presse des campagnes auxquelles personne ne peut répondre. En même temps, ils affirment au peuple

avec insolence qu'il est enfin possible maintenant d'écrire et de dire la vérité. Mais la vérité doit rechercher des voies détournées dont la sécurité ne peut être garantie par personne, car il peut y avoir des provocations. Beaucoup de personnes sont d'ores et déjà poursuivies et certaines doivent être, paraît-il, arrêtées parce qu'elles veulent remplir les fonctions qui reviennent normalement à une presse libre dans un Etat démocratique.

### Nous ne sommes pas d'accord

Nous ne sommes pas d'accord et ne voulons pas nous taire. C'est pourquoi nous avons décidé d'adresser aux organes législatifs du pays, aux gouvernements national (1) et fédéral, et au comité central du parti communiste tchécoslovaque, une proclamation dans laquelle nous voulons exprimer ouvertement notre point de vue en prenant le risque de la riposte primitive habituelle.

1) Nous refusons ce qui s'est passé il y a un an, car le droit international a été foulé aux pieds, le nom du socialisme sali et la correction la plus simple violée. Nous sommes pour l'application de tous les accords internationaux. Toutefois, les Etats socialistes particulièrement devraient respecter d'une manière exemplaire la souveraineté de chacun d'entre eux. Nous demandons que leurs gouvernements fassent preuve, devant le monde, de plus de finesse pour régler les querelles et les malentendus. Nous estimons que la présence des troupes soviétiques chez nous est la cause de l'agitation et l'obstacle au renouvellement des relations amicales. Nous demandons aux organes suprêmes de l'Etat d'ouvrir des négociations sur le retrait de ces forces.

2) Nous n'étions pas d'accord avec la politique de concessions constantes à ceux qui nous adressaient des menaces et nous rejoints, en particulier, les conséquences des ingérences étrangères : après avril 1969 la manière bureaucratique de gouverner s'est renforcée et a eu lieu, dans l'appareil de l'Etat, du parti et de l'économie, une purge qui a profité à des personnes moins capables mais plus obéissantes ou bien à celles qui avaient perdu la confiance des citoyens. Nous protestons contre la dissolution des organisations volontaires des citoyens dont l'activité n'est pas contrainte aux lois et contre les tentatives de provoquer des scissions au sein de certaines organisations. Nous condamnons l'interdiction sous de mauvais prétextes du comité de coordination des unions d'intellectuels. Nous rejetons l'emploi de la force pour régler les problèmes des étudiants.

3) Nous méprisons la censure, dont l'introduction nous a classés parmi les peuples pitoyables qui n'ont pas le droit de se parler à eux-mêmes ou de s'adresser au reste du monde. La censure nous a rejetés cent ans en arrière. Elle empêche l'échange d'informations et d'opinions, elle rend impossible l'existence d'une opinion publique informée, elle favorise la lecture de sottises, elle rend plus difficile le contrôle du pouvoir, elle protège les fonctionnaires incapables et permet d'autres immoralités. Elle ravale l'art et la science au rang des serviteurs du pouvoir, ornementés tolérés sur la façade de l'Etat.

4) Nous n'accordons aucune foi aux assurances selon lesquelles à

l'avenir les lois seront observées chez nous et les crimes des années 50 ne se reproduiront pas. Nous n'accorderons aucune foi à ces assurances aussi longtemps que la police ne sera pas placée sous le contrôle efficace et visible des organismes civils, particulièrement des organes législatifs. Or nous constatons que les poursuites contre des personnes qui avaient violé les lois se ralentissent ou cessent tout à fait, que de telles personnes occupent toujours leurs fonctions et qu'il n'est plus possible de les critiquer. Nous considérons comme un très mauvais symptôme l'interdiction de la Société pour les droits de l'homme. Nous souhaitons que soient ratifiés au plus tôt et appliqués la convention internationale sur les droits civiques et politiques comme les pactes sur les droits économiques, sociaux et culturels.

5) Nous ne reconnaissons pas au parti communiste le rôle d'organe du pouvoir, ni sa supériorité sur tous les autres organes responsables devant le peuple entier. Placer l'appartenance au parti au-dessus de la citoyenneté, c'est une ineptie. Nous continuons à penser que le parti communiste doit conquérir sa position dirigeante dans la société uniquement en gagnant la confiance de celle-ci et réalisant tout ce que la société souhaite le plus. Les relations entre les partis politiques au sein du Front national ne peuvent être que des rapports de partenaires. Ce n'est pas un devoir pour les non-communistes qui constituent la majorité d'accepter des conditions de vie sur lesquelles ils ne peuvent exercer aucune influence. Nous respectons les communistes qui ont tenté de débarrasser le parti des déformations et qui estimaient que leur mission était d'être au service de ce qu'il est convenu d'appeler le socialisme à visage humain. Nous appuyons ceux d'entre eux qui continuent à considérer comme légal le quatorzième congrès du parti, convoqué l'an dernier (2).

6) L'intervention étrangère dans les affaires tchécoslovaques a eu une influence particulièrement néfaste sur l'économie. Dans ce domaine, la libre discussion a été interrompue, la préparation d'une loi légalisant les conseils ouvriers a été freinée et la loi de tels conseils avaient déjà été constitués, leur activité est paralysée. Les stimulants économiques sont éliminés, et nous enregistrons des tentatives de dicter (la forme) des relations économiques d'une manière arbitraire qui a déjà prouvé son manque d'efficacité. On impute la responsabilité de la crise qui empire constamment aux hommes qui ont prôné la réforme économique, bien que chacun sache que celle-ci n'a jamais été appliquée dans son ensemble. On impute aussi la responsabilité aux ouvriers en raison de leur mauvais moral et de leur basse productivité.

7) Nous ne sommes pas d'accord avec l'ajournement des élections aux conseils nationaux (3) et aux organes législatifs. Cette mesure proroge une situation qui équivaut à un état d'exception.

8) Nous sommes heureux qu'ait pu être réalisée la fédération de l'Etat, l'un des points du vaste programme de réformes contenues dans le programme d'action du parti communiste tchécoslovaque de l'an dernier. Nous souhaitons au peuple slovaque de parvenir à un plein essor ; nous sommes favorables à la compétition et à la complémentarité de nos économies. Mais nous nous élevons contre toute tentative de provoquer des dissensions, la méfiance ou des querelles pusillanimes sur le peu de choses que nous possédons dans notre communauté. Ce qui importe, c'est ce qui se passera ultérieurement. Or nous constatons que la fédéralisation s'est arrêtée devant l'organe décisif du pouvoir, c'est-à-dire devant le comité central du parti communiste tchécoslovaque. Nous voulons que la fédération soit réelle et qu'elle ne se transforme pas, à nouveau, en une ratification formaliste de décisions concernant nos peuples prises par un petit groupe d'hommes qui n'ont que faire de la fédéralisation pour exercer le pouvoir.

9) Alors que la censure réduit au silence toute discussion critique, que des modifications brutales sont apportées à la composition des organismes de l'Etat et des associations de citoyens pour faire peur à la population ; alors que dans des journaux d'un niveau plus que médiocre des écrivains sans honneur préparent de toute évidence l'atmosphère en vue de décisions plus graves encore, nous proclamons nettement que le droit de ne pas être d'accord avec l'empereur et le gouvernement est un droit naturel immémorial de l'homme. Même les monarchies éclairées avaient l'utiliser comme une force constructive. C'est pourquoi nous demandons comment ce problème sera résolu chez nous. Et, tant qu'il ne le sera pas, nous nous réservons le droit de ne pas être d'accord et nous le manifesterons en nous opposant par des méthodes légales à tout ce qui est contraire à la raison et à la conscience humaine, à nos convictions en tant que citoyens, aux efforts tendant à une démocratie socialiste et à l'humanisme, aux bonnes traditions de ce pays. Nous ne voulons pas recourir à des formes illégales, mais nous utiliserons toutes les organisations qui existaient jusqu'à présent pour défendre nos droits. Nous nous efforcerons de faciliter des ententes directes entre les diverses organisations. Tout comme nous rejetons l'emploi de la violence dans les relations internationales, nous le rejetons pour traiter les controverses politiques intérieures. C'est pourquoi nous manifesterons notre opposition aux fonctionnaires qui normalement auraient dû être révoqués en ne les voyant pas et en ne les écoutant pas, en ne les rencontrant pas et en n'utilisant pas leurs services. Nous exprimons notre solidarité avec tous ceux qui sont poursuivis pour des opinions politiques.

10) Mais la négation n'est pas notre programme. Même dans la

pire des situations, la vie doit aller de l'avant. Nous pensons qu'aucune oppression ne peut complètement réduire au silence la pensée et anesthésier tout le travail. Nous souhaitons que chaque citoyen fasse de son mieux ce qu'il peut faire, avant tout qu'il exerce bien sa profession, particulièrement lorsqu'il s'agit de services rendus aux autres citoyens : par exemple, le ravitaillement, les transports, la santé publique, l'enseignement, la poursuite des auteurs d'activités criminelles, etc. Les travailleurs de la recherche scientifique et de la culture ne peuvent jamais arrêter leur travail. De nouvelles œuvres continueront à naître, des contacts de travail à établir. Les plus jeunes feront leurs études et n'appréhendent pas seulement ce qui est autorisé ou obligatoire mais ce qu'ils jugeront utile d'apprendre. Même sans liberté politique, un peuple évolue peut se défendre en imposant par des actes pratiques de caractère apolitique son style de vie, sa philosophie personnelle et son caractère. Nous pouvons par exemple, non sans difficultés certes, améliorer l'état de nos habitations et de nos communes, assainir le milieu dans lequel nous vivons ou travaillons, limiter les dégâts, administrer en bons pères de famille ce que nous possédons. Nous pouvons nous amuser de la manière qui nous convient et surtout pas de la manière qui convient à celui que nous ne désirons absolument pas amuser. Nous pouvons cultiver et développer nos centres d'intérêt et nos violons d'Ingres. Nous savons que nous ne pouvons pas trouver seuls une issue à notre situation parce que nous ne sommes pas le nombre du monde et surtout pas la force principale qui le meut. Il est des époques où il faut simplement durer et persévérer sur l'aquas. C'est ce que nous allons nous efforcer de faire, persuadés que nous sommes que l'évolution ne peut être arrêtée.

11) Nous ne sommes pas des opportunistes

En conclusion, nous rejetons d'avance les accusations et injures habituelles auxquelles nous pouvons nous attendre. Nous ne sommes pas des opportunistes, car ceux-ci, aujourd'hui comme de tout temps, ont pris le bon vent et se trouvent au côté des puissants. Nous ne tenons aucun propos dirigé contre l'Etat, car aucun groupe des personnes qui pourraient se sentir attaquées ne peut se prendre pour l'Etat ; et aussi parce que nous ne voulons pas détruire l'organisation de l'Etat. Nous exigeons au contraire qu'elle fonctionne, comme il se doit, selon la Constitution. Notre pensée n'est pas anti-parti — une simple discussion libre au sein du parti le démontrerait — ni anti-socialiste, car nous tenons à un socialisme qui peut avoir du succès dans un pays évolué, nettoyé des traits repoussants que lui confèrent les dogmatiques faibles d'esprit, les carriéristes assoiffés de pouvoir et les despotes dépravés. Nous n'avons aucune raison de prendre des positions anti-soviétiques. En ce qui concerne l'U.R.S.S., nous sommes seulement opposés à ses ingérences brutales dans la souveraineté d'autres Etats. Nous souhaitons du succès au peuple soviétique. Nous appuyons les forces mondiales socialistes et démocratiques dans leurs efforts en vue du désarmement international, du règlement pacifique des problèmes en litige et de la suppression des blocs militaires.

Nous faisons parvenir notre point de vue au Parlement fédéral tchécoslovaque, au Conseil national tchèque, au gouverne-

ment qu'en ne travaillant pas ou en travaillant mal, nous nous punissons réciproquement pour une faute que nous n'avons pas commise mais que nous serions capables de réparer. Nous estimons que les ouvriers et employés qui ont à leur tête un directeur, des dirigeants ou des fonctionnaires auxquels ils font confiance et qu'ils respectent devraient les appuyer de leur mieux par leur travail et leur discipline ; mais nous pensons aussi qu'il est intolérable de travailler sous les ordres de supérieurs incapables ou imposés. De telles divergences ne peuvent toutefois pas être réglées au détriment de toute la société, elles doivent l'être par le départ de ces derniers. Les organismes syndicaux ont le droit d'obtenir ces départs par des moyens légaux. Nous demandons donc que soit promulguée au plus tôt une loi sur l'entreprise socialiste qui permette aux cadres de décider de la production, compte tenu du plan d'Etat, et aux ouvriers d'exercer leur influence sur la répartition et les investissements. Nous demandons que soit maintenu le droit des syndicats tel qu'il découle de la charte de la Fédération syndicale mondiale. Si l'on parle des intérêts de classe des ouvriers, alors il faut dire que ce sont précisément à leurs intérêts de classe, conformes à notre intérêt à tous.

12) Nous nous opposerons à ce qui est contraire à la raison

13) Selon certaines rumeurs parvenues à Paris, M. Indra pourrait remplacer M. Strougal comme premier secrétaire adjoint et chef du parti en Bohême et Moravie. L'actuel adjoint de M. Husak pourrait être rétrogradé. En tout cas, M. Indra s'est appliqué à donner de lui-même l'image d'un homme modéré et raisonnable.

## AVANT LA SESSION DU COMITÉ CENTRAL

### Des personnalités libérales sont exclues du comité du parti pour la ville de Prague

Prague, 25 septembre (A.F.P.). — La police et les gardes du palais ont isolé dès mercredi soir le château présidentiel de Hradcany, où s'ouvre ce jeudi une session plénière du comité central du parti communiste. Le présidium a mis au point mercredi soir son rapport et les changements de cadres qu'il va suggérer. Ce plénum, dont on croit qu'il durera quarante-huit heures, va décider de l'avenir de M. Dubcek et de ses amis.

En ce qui concerne l'ancien premier secrétaire du P.C. tchécoslovaque, il ne disparaîtrait pas cette fois-ci encore de la scène politique. Il est presque certain qu'il perdra sa place au présidium et son poste de président de l'assemblée fédérale (sans que l'on puisse savoir encore avec certitude s'il donnera sa démission ou s'il sera « libéré de ses fonctions »), mais il est probable qu'il demeurera au sein du comité central.

### L'interview de M. Indra

Cette tendance à la modération dans les sanctions prises contre M. Dubcek paraît confirmée par le ton de l'importante interview de M. Alois Indra (1), secrétaire du comité central, publiée mercredi matin par Rude Pravo et Tribuna.

Non seulement, en effet, M. Indra ne porte contre M. Dubcek que des accusations modérées (il lui reproche surtout l'indécision et la faiblesse), mais encore il montre à quel point il sera difficile de départager les responsabilités de chacun des membres du présidium de 1968 — et par voie de conséquence d'utiliser M. Dubcek comme « paratonnerre ».

M. Smrkovsky, en revanche, sera très certainement exclu du comité central. Le sort le plus favorable qu'il pourrait espérer serait de n'être pas également exclu des rangs du parti — en échange d'une promesse formelle d'abandonner définitivement toute vie politique.

On croit savoir à Prague qu'il a présenté lui-même par écrit sa démission du poste de président de la Chambre du peuple. En revanche, il paraît exclu qu'il accepte de faire son autocritique, ou en tout cas de reconnaître sa participation à un « second centre du parti », dont l'objectif, selon les accusations portées ces derniers temps, était de « prendre le pouvoir dans le parti et dans l'Etat ».

Il est possible également que le plénum de jeudi décide de réduire le nombre des membres du présidium, actuellement fixé à onze. On s'attend en outre à de sérieux remaniements au sein des trois gouvernements (fédéral, tchèque et slovaque), qui permettraient une véritable épuration des « forces de droite » au sein des ministères, réclamée depuis longtemps. Les titulaires des ministères économiques seraient les principaux visés par ces remaniements.

Enfin, on sait déjà, des sources généralement bien informées, que

les secrétaires des comités régionaux du parti (qui ont tous été changés récemment) assisteront au plénum et que ces comités régionaux ont été convoqués en session plénière pour le 30 septembre. La liste des « opportunistes de droite » à éliminer soit de ces comités, soit même du parti, a déjà été dressée. Ainsi se trouverait totalement réalisée, un an après l'intervention des forces du pacte de Varsovie, la remise en ordre du parti communiste tchécoslovaque à tous les échelons.

### M. Pachman exclu du parti

Avant le plénum, le comité du P.C. du 5<sup>e</sup> district de Prague a conclu l'enquête disciplinaire contre M. Ludek Pachman (champion d'échecs de Tchécoslovaquie, arrêté dans la nuit du 21 au 22 août) et l'a exclu des rangs du parti communiste. Le comité a motivé sa décision par le fait que « Ludek Pachman n'était pas d'accord avec la politique du parti et exerçait une activité contraire à celle d'un membre du parti communiste ». Aussitôt après, le présidium et les secrétaires de ce comité urbain ont présenté leur démission en bloc.

D'autres épurations ont été faites par le comité du P.C. pour la ville de Prague qui a exclu de son présidium plusieurs progressistes : M. Karel Kyncl, ancien commentateur de la radio, Mme Hemingova et MM. Kotrc et Bartos. D'autre part, le comité a exclu de ses rangs M. Bohumil Simon (ancien secrétaire général du comité et ancien membre du présidium du P.C. tchécoslovaque) « pour les graves fautes commises dans la gestion des affaires du présidium », ainsi que MM. Milan Huebl (ancien recteur de l'école supérieure du parti), Frantisek Pavlicek (auteur dramatique, directeur du théâtre de Vinohrady, exclu du comité central du P.C. tchécoslovaque le 29 mai), et MM. Litera, Pavel Machonine, Rattinger et Venek Silhan. Au cours du 14<sup>e</sup> congrès clandestin, ce dernier avait été élu premier secrétaire temporaire du P.C. tchécoslovaque en attendant le retour de M. Dubcek. Une enquête a été ouverte contre tous les exclus.

(1) Selon certaines rumeurs parvenues à Paris, M. Indra pourrait remplacer M. Strougal comme premier secrétaire adjoint et chef du parti en Bohême et Moravie. L'actuel adjoint de M. Husak pourrait être rétrogradé. En tout cas, M. Indra s'est appliqué à donner de lui-même l'image d'un homme modéré et raisonnable.

## UNION SOVIÉTIQUE

### UNE SOVIÉTIQUE A MANIFESTÉ SUR LA PLACE ROUGE

Moscou, 25 septembre (A.F.P.). — Une Soviétique âgée de cinquante ans a essayé d'organiser mardi sur la place Rouge une manifestation contre le régime, ont déclaré des témoins étrangers.

Cette femme sortit de son filet un drapeau sur lequel étaient inscrits en lettres rouges des slogans et qu'elle tendit pendant plusieurs minutes à bout de bras, sous les yeux d'une centaine de badauds impassibles.

On pouvait notamment y lire, relatent ces témoins : « Je ne vis pas mais je meurs. Gouvernement soviétique tu n'as rien fait pour ton peuple, tu le forces seulement à souffrir. La révolution d'Octobre n'a apporté que le malheur au peuple russe ».

La scène, qui s'est déroulée en l'absence de miliciens, a duré plusieurs minutes, ajoutent les témoins, avant que l'auteur de cette manifestation ne soit conduite à l'intérieur du Musée historique, sur la place Rouge, par deux hommes en civil sortis de la foule.

[En août 1968, quelques intellectuels, notamment l'épouse de l'écrivain Youri Daniel, avaient manifesté sur la place Rouge contre l'intervention en Tchécoslovaquie. Ils avaient été poursuivis... pour avoir gêné la circulation.]

LA « CHAMBRE DU PEUPLE » de la République démocratique allemande a ratifié mercredi à l'unanimité le traité de non-prolifération des armes nucléaires. La R.D.A. avait signé ce traité en juillet 1968 à Moscou, l'une des trois capitales dépositaires du texte, avec Washington et Londres. Dans un discours qu'il a prononcé à cette occasion, M. Otto Winzer, ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande, a demandé la signature d'un accord international sur l'interdiction des armes bactériologiques et chimiques. — (A.F.P.)

### Selon le secrétaire général du P.C. américain

### M. KOSSYGUINE AURAIT PROPOSÉ AUX CHINOIS UN PLAN DE RÈGLEMENT EN TROIS POINTS

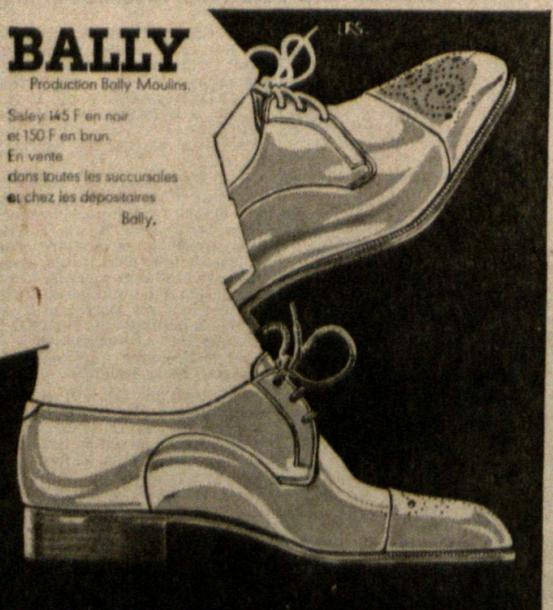
New-York, 25 septembre (A.F.P.). — M. Gus Hall, secrétaire général du parti communiste américain, déclare, dans une interview accordée au New York Times, que lors de son séjour à Pékin, le 11 septembre, M. Alexis Kossyguine, chef du gouvernement de l'U.R.S.S., a proposé à M. Chou En-lai un programme en trois points pour mettre fin aux tensions entre les deux pays :

- 1) Ouverture de négociations à l'échelon des vice-ministres pour discuter des lignes frontalières sur lesquelles de nombreux incidents sanglants se sont produits récemment ;
- 2) Retour des ambassadeurs respectifs des deux pays à leurs postes de Pékin et de Moscou ;
- 3) Organisation d'une réunion pour discuter de la reprise des échanges commerciaux et des relations économiques.

M. Hall a précisé que ces révélations lui avaient été faites par M. Brejnev, secrétaire général du parti communiste soviétique, lors de son passage à Moscou le 16 septembre. À son retour de Hanoi, Les indications qu'il donne confirment tout l'essentiel des informations dont faisait état hier notre correspondant particulier à Moscou.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Directeur de la publication : H. Bouvigny  
Impr. de « Monde », 2, rue des Italiens, Paris.



**BALLY**  
Production Bally Moulins.  
Sesley 145 F en noir et 150 F en brun.  
En vente dans toutes les succursales et chez les dépositaires Bally.

(1) Tchéquie.  
(2) Au lendemain de l'invasion, soit le 22 août 1968.  
(3) Soit des élections municipales.